

Agenda 2030

Les fondements du développement durable



Développement durable – de quoi s’agit-il exactement ?

Seul ce qui est durable est bien aujourd’hui. Le concept de développement durable est désormais utilisé presque partout comme signe de qualité : tourisme durable, agriculture durable, développement durable. Mais qu’est-ce exactement que le développement durable ?

Dans le contexte global, le concept de durabilité décrit comment maintenir notre terre en équilibre : d’une part, par rapport à nos enfants, à nos petits-enfants et aux générations futures qui ont les mêmes droits que nous d’évoluer dans un monde où il fait bon vivre. D’autre part, par rapport aux individus qui peuplent aujourd’hui notre planète. En réalité, personne n’a le droit de vivre aux dépens des autres. Mais malheureusement, c’est exactement ce qui arrive aujourd’hui : le prix à payer pour la prospérité et le haut niveau de qualité de la vie dans certaines régions du monde se traduit, dans d’autres, par le sous-développement, la pauvreté et même la faim. Cette approche n’a rien de durable !

C’est pourquoi, nous utilisons aujourd’hui le concept de développement durable quand il s’agit de préparer le mieux possible l’avenir de notre planète. Pour y parvenir, nous sommes tous appelés à faire des efforts. Que ce soit au niveau des Etats ou des villes, de la société ou de la famille, des entreprises ou des associations : ce n’est que par notre engagement commun que nous pourrions laisser un monde où il fera bon vivre pour les générations futures. Les 17 objectifs de développement durable (ODD ou Sustainable Development Goals (SDGs) en anglais) réunissent les efforts nécessaires à déployer pour parvenir au développement durable. Avec les trois dimensions du développement durable – dimension environnementale, dimension économique et dimension sociale – et une gouvernance efficace, les ODD reposent sur une approche globale et intégrée.

D’ailleurs, la notion de durabilité a été utilisée, pour la toute première fois, il y a plus de 300 ans, par l’Allemand Hans Carl von Carlowitz, alors en charge de la gestion des forêts. « Abattez seulement ce que la forêt peut supporter. Seulement ce qui peut repousser », telle était sa devise. L’Allemagne n’est pas seulement l’une des premières nations du monde en matière de développement durable. C’est également là que le concept de durabilité a été inventé sous forme d’actions à mener !

Conception et réalisation

Christian Bilfinger
Jasper Eitze
Martina Kaiser
Sabine Lenz
Christian E. Rieck
Winfried Weck

Éditeur

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.,
Sankt Augustin/Berlin 2019

Design et mise en page

yellow too Pasiek Horntrich GbR

Illustrations

Photos : © Brendan McDermid, Reuters /
© Andrew Biraj, Reuters / © Paulo Whitaker, Reuters
Infographie : yellow too Pasiek Horntrich GbR

Réalisation

Infoflip is a registered trademark. This Infoflip is
Made in Germany by Infoflip Medien GmbH.
IF.G.09.01110.B.01

Licence

Le texte de cet œuvre est disponible selon les termes de la licence « Creative Commons Attribution – Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International (CC BY-SA 4.0) », consultable sur <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/deed.fr>. Sont exclues les images protégées par copyright et marquées de manière appropriée.



Les marques représentées sont des marques déposées de tiers. Elles représentent par exemple les projets, organismes ou entreprises qui soutiennent ou fournissent des plates-formes pour atteindre les objectifs décrits. Un marquage de certaines caractéristiques de cette publication n’est pas prévu.



Transition vers le développement durable

Les 17 objectifs de développement durable sont la pièce maîtresse de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Ces « objectifs mondiaux » couvrent presque tous les thèmes importants du développement, à savoir : l'accès à l'éducation, l'approvisionnement en eau propre et en énergies renouvelables, l'infrastructure, l'industrie, l'agriculture, la protection de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Les 17 objectifs de développement durable se subdivisent en 169 cibles, ou sous-objectifs, parfois très détaillés au sujet du fondement précis des objectifs généraux formulés.

Ces objectifs sont valables pour chaque pays signataire, quel que soit son niveau de développement. Vue sous cet angle, l'Allemagne peut aussi être considérée comme un « pays en développement » pouvant et devant s'inspirer des autres pour atteindre ses objectifs. Cette nouvelle approche vise à remplacer les vieux schémas de pensée, selon lesquels le monde est divisé entre « pays développés » et « pays en développement » dans une hiérarchie des « pays donateurs » et des « pays récepteurs ». L'effort commun déployé pour atteindre les objectifs de développement durable engendrera un partenariat équilibré entre le « Nord » et le « Sud ».

Étant donné l'influence du développement humain dans tous les processus sur terre, chaque individu doit être rattaché à sa biosphère et tout l'écosystème doit être pris en compte. Suivant ce modèle, les objectifs de développement durable placent l'être humain au cœur des préoccupations, mais ne le considèrent pas séparément de son environnement. On désigne l'ère dans laquelle nous vivons aujourd'hui : le « anthropocène ».

Les 17 objectifs montrent à quel point il est nécessaire de restructurer nos sociétés en profondeur pour garantir un vrai développement durable. Compte tenu des nombreux liens existants entre les objectifs, ceux-ci sont seulement réalisables ensemble. Les objectifs de développement durable forment donc un projet de développement ambitieux et intégré ne s'appliquant pas uniquement à chaque pays, mais au monde entier. L'enjeu est de taille, il s'agit d'une « transition mondiale vers le développement durable ».



Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

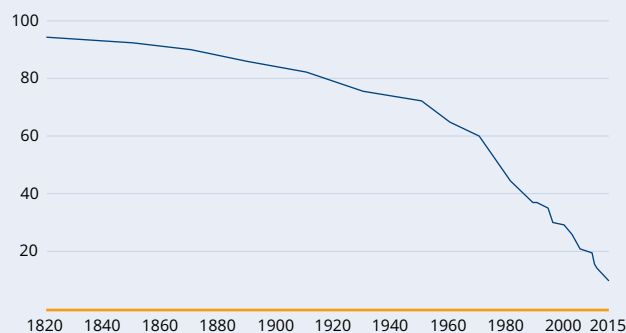
La lutte contre la pauvreté était déjà au cœur des objectifs du millénaire pour le développement. Des progrès importants ont été accomplis au cours des 25 dernières années, surtout depuis l'an 2000. Entre 1990 et 2015, le nombre d'individus vivant dans la pauvreté extrême est, en effet, passé de 1,9 milliards à env. 850 millions de personnes, soit une baisse de plus d'un milliard malgré l'augmentation rapide de la population mondiale. La pauvreté extrême prive l'être humain de ses perspectives de vie, de ses espoirs et de sa dignité.

Le renforcement de la lutte contre la pauvreté n'est pas seulement un objectif fondamental de la coopération internationale. Depuis 2013, il est redevenu un pilier central de l'engagement allemand pour le développement dans les pays les plus pauvres du monde.

Des stratégies efficaces, une volonté politique affirmée et des ressources financières suffisantes contribuent également au développement dans les pays les plus pauvres. Les pays doivent donc adopter des stratégies individuelles globales de lutte contre la pauvreté ainsi que déterminer et appliquer les niveaux de développement de leur système social et de leur ordre économique de

manière responsable. Ces stratégies doivent être développées dans le cadre des processus participatifs, c'est-à-dire, dans la coopération entre le gouvernement et tous les domaines d'une société civile engagée. La pauvreté ne peut pas seulement être réduite de l'extérieur, l'élimination durable de la pauvreté ne peut seulement être efficace que de l'intérieur.

Part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté 1820-2015, en %



Source : Our World In Data

La part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté était supérieure à 60 % en 1960, elle est aujourd'hui inférieure à 10 %.



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

La faim va toujours de pair avec la pauvreté. La première étape pour lutter contre la pauvreté extrême consiste donc à garantir une bonne base alimentaire. Des efforts considérables ont permis de réduire, de plus de moitié, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde depuis 1990, mais 850 millions de personnes continuent de mourir de faim sur Terre. 160 millions d'enfants de moins de 5 ans sont encore trop petits pour leur âge suite à la malnutrition et 16.000 d'entre eux meurent chaque jour, souvent de causes évitables. C'est certainement le plus grand scandale de l'histoire de l'humanité.

Le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement a lancé une initiative spéciale intitulée « Un seul monde sans faim » et fait de l'éradication de la faim et de la malnutrition une préoccupation principale. La plus grande cause de la faim et de la malnutrition est moins le manque de nourriture que la pauvreté en elle-même, c'est-à-dire le manque d'argent pour acheter de la nourriture.

L'approvisionnement alimentaire, déjà fragile dans de nombreuses régions, se détériore souvent en raison de catastrophes naturelles, d'épidémies et de crises et conflits politiques. Plus de 40 pays sont considérés comme fragiles à travers le monde, dont plus de la moitié en Afrique. Avec la croissance de la population mondiale, il faut donc absolument renforcer la capacité des populations à faire face et à survivre aux crises. La modernisation et la professionnalisation de l'agriculture permettraient en premier temps d'atteindre cet objectif.

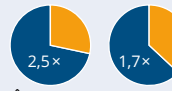
Insécurité alimentaire chez les enfants

Problèmes de santé s'aggravent avec l'insécurité alimentaire

1 enfant sur 6 souffre d'insécurité alimentaire = 23,3 %



Maux de tête



Âge : 4-5

1,7×

6-16

Infection des voies respiratoires supérieures



1-15

Problèmes digestifs



4-5



6-16

Anémie ferriprive



12-15



Risque accru de problèmes de santé

× = Facteur

Source : World Food Programme

Les enfants souffrant d'insécurité alimentaire ont plus tendance à tomber malade. Les enfants de quatre à cinq ans développent par exemple trois fois plus d'infections des voies respiratoires supérieures que les enfants non touchés par l'insécurité alimentaire.



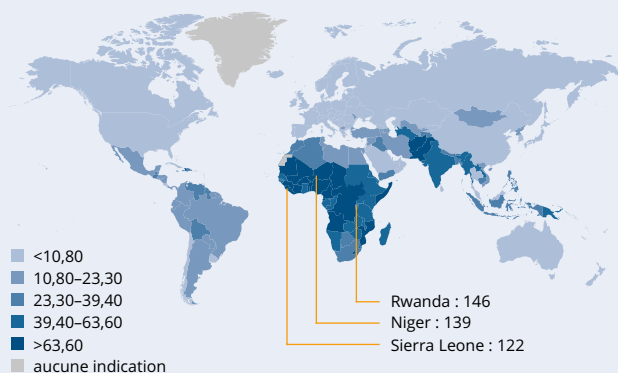
Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Le développement durable vise à offrir une vie saine et décente à tous, alors qu'à l'inverse, l'absence de soins de santé rend le développement durable impossible pour le bien de tous. La santé ne se traduit pas simplement par l'absence de maladie et n'est pas non plus un élément économique ou politique en matière de sécurité. Elle permet plutôt de mener une vie autodéterminée et doit être comprise comme une expression importante de la dignité humaine. Il faut aussi prendre en compte le fait que les différents groupes d'âge, classes sociales et sexes ont des besoins différents en termes de soins de santé, eux-mêmes de plus en plus complexes et coûteux.

Tout le monde tire bien sûr avantage de meilleurs soins de santé. L'espérance de vie des hommes et des femmes augmente. Depuis des années, les taux de mortalité dus à la rougeole, au paludisme, à la tuberculose ou au VIH diminuent dans le monde entier. Ce sont là des résultats concrets de la coopération au développement. Ils montrent également ce qui est possible d'atteindre lorsque les pays, les organisations internationales et l'industrie œuvrent ensemble. La mortalité infantile a, elle aussi, fortement diminué. Pourtant, six millions d'enfants meurent encore chaque année avant l'âge de cinq ans – malheureusement beaucoup trop grand nombre d'entre eux – de maladies évitables, notamment en raison du manque d'accès aux vaccins ou aux médicaments ou de l'insuffisance des soins médicaux. Les taux d'infection et de mortalité vont toujours de pair avec la prospérité d'une société, mais aussi avec la pauvreté. Or, la santé nous concerne tous.

Baisse de la mortalité infantile

chez les enfants de moins de cinq ans pour 1.000 naissances vivantes depuis 2000 (situation en 2017)



Source : Banque mondiale

Pour 1.000 naissances vivantes au Rwanda, 146 enfants de moins meurent aujourd'hui avant l'âge de cinq ans par rapport à l'an 2000. Le taux de mortalité infantile était encore de 184/1.000 naissances vivantes en 2000, la mortalité infantile pourrait donc passer de 18,4 % à 3,8 % dans 17 ans.



Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

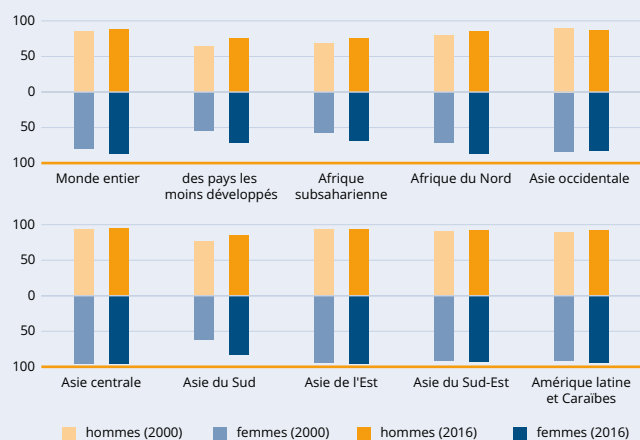
L'éducation est un élément clé pour le développement d'un pays. Elle doit permettre aux enfants et aux jeunes de se développer et de développer leurs talents – et ainsi de trouver une place dans la société dans laquelle ils vivent et pour laquelle ils souhaitent s'engager. Elle est efficace si le système éducatif est ouvert à tous sans discrimination – indépendamment du sexe, de l'origine ethnique, de la classe sociale, du handicap et de l'orientation religieuse ou sexuelle.

Mais les adultes doivent aussi pouvoir se former tout au long de leur vie. La connaissance n'est pas statique face à l'évolution rapide des technologies et des sociétés. Au contraire, elle doit être constamment mise à jour et réapprise. La formation des adultes est donc tout aussi importante dans les sociétés vieillissantes de l'Occident que dans les sociétés jeunes de l'hémisphère sud. Ce que l'on appelle le « rendement de l'éducation » est ici particulièrement élevé. Le développement durable nécessite des connaissances spécifiques et des qualifications techniques ; il en est de même pour le marché du travail.

Il est donc important qu'au moins l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire soient gratuits, offrent une éducation de qualité, transmettent un savoir important et apportent de vrais résultats. Les personnes formées seront ensuite capables de prendre leur vie en main. En bref, l'éducation doit offrir de meilleures perspectives de vie, utiliser les potentiels de chacun et permettre à tous de participer à la vie sociale, politique, économique et culturelle. L'éducation doit être considérée comme un droit de l'homme tout au long de la vie.

Taux d'alphabétisation des jeunes

Femmes et hommes âgés de 15 à 24 ans, en %



Source : UNESCO Institute for Statistics

En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, les taux d'alphabétisation ont considérablement augmenté au cours des 16 dernières années, en particulier chez les jeunes femmes.



Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Nous sommes encore loin de l'égalité totale entre les hommes et les femmes dans nos pays. Il suffit de penser au nombre de femmes occupant des postes de responsabilité et aux écarts de salaires encore importants entre les femmes et les hommes pour un même poste dans certains secteurs. Mais le développement très avancé vers l'égalité des sexes que nous avons atteint chez nous n'est pas comparable aux réalités de nombreux autres pays du monde, où les femmes et les jeunes filles dépendent encore totalement de leurs maris et pères.

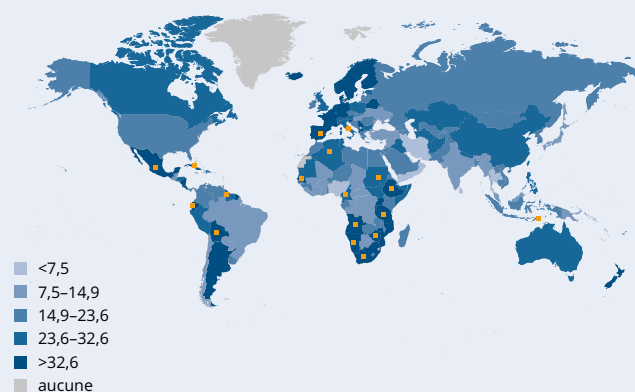
Malgré quelques évolutions encourageantes obtenues dans l'enseignement primaire au cours des 15 dernières années, force est de constater que l'inégalité des sexes persiste dans le monde entier : plus le niveau de scolarité est élevé, plus la proportion de filles est faible ; plus la situation professionnelle est élevée, plus la proportion de femmes occupant ces postes est faible. Les femmes gagnent 24 % de moins que les hommes à travers le monde. Seule la moitié des femmes du monde entier ont un emploi rémunéré, sous quelque forme que ce soit, contre trois quarts des hommes.

Les décisions d'ordre public ou privé sont encore aujourd'hui prises en majorité par les hommes dans le monde entier.

Pour atteindre les objectifs précis de l'ODD 5, une stratégie générale et mondiale est donc nécessaire. C'est le seul moyen de vaincre à long terme les discriminations dont les femmes et les jeunes filles sont victimes depuis des siècles.

Part des sièges parlementaires nationaux occupés par des femmes

Augmentation depuis 2000 : 15 % et plus



Source : Banque mondiale

On remarque surtout qu'en Afrique australe et en Amérique centrale, le nombre de sièges parlementaires féminins a considérablement augmenté depuis 2000. En revanche, l'Asie et l'Amérique du Nord stagnent à un niveau faible à moyen.



Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

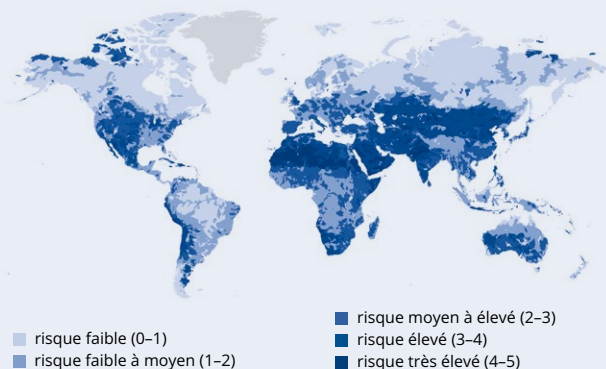
Environ dix pour cent de la population mondiale vit sans eau potable. Un tiers de l'humanité ne dispose pas d'un système d'assainissement élémentaire. Les conséquences sur la santé et sur la qualité des eaux souterraines sont graves. De plus, un grand nombre des personnes touchées doivent faire leurs besoins dans des lieux publics. L'absence d'un « petit coin » est surtout problématique pour les femmes et les jeunes filles. Bien sûr, les problèmes d'accès à l'eau propre affectent également le milieu agricole et donc l'approvisionnement alimentaire.

L'enjeu est non seulement technique, mais il a aussi une dimension culturelle. Le thème de l'assainissement est encore tabou dans de nombreux pays du monde. La sensibilisation aux mesures d'hygiène est donc l'un des principaux moyens d'éviter les maladies.

L'économie peut aussi améliorer l'accès à l'eau propre. Une meilleure gestion de l'eau dans les processus de production permet d'économiser beaucoup d'eau. De même, les filtres et stations de traitement gardent l'eau propre. La protection des cours d'eaux et de leurs écosystèmes, par ex. des montagnes et forêts, est primordiale pour la qualité et la disponibilité de l'eau propre.

Cet objectif est étroitement lié à d'autres objectifs tels que le changement climatique, le développement des infrastructures et la lutte contre la pauvreté. Seule une action commune permettrait d'aborder et d'atteindre ces objectifs.

Risque lié à l'eau



Source : World Resources Institute

L'indice « Risque lié à l'eau » identifie les zones exposées aux risques liés à l'eau. Le risque lié à l'eau peut varier considérablement au sein des régions. Par exemple, le Sud du Chili présente un risque lié à l'eau particulièrement faible, alors que le Nord du Chili est exposé à des risques très élevés.



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Il est tout à fait naturel au quotidien d'utiliser l'électricité pour le réfrigérateur, la cuisinière, la machine à laver ou encore l'ordinateur, d'éclairer les bâtiments et les rues, de chauffer la maison ou de se déplacer en train, bus, voiture ou vélo électrique. Presque tout ce que nous utilisons et achetons a besoin d'énergie. Notre bien-être dépend d'un approvisionnement en énergie moderne, fiable et abordable.

Or, 20 pour cent de la population mondiale doit vivre sans électricité. 40 pour cent des êtres humains cuisinent et se chauffent au bois, au charbon de bois et aux déchets végétaux. L'efficacité est extrêmement limitée et la fumée représente aussi un risque considérable pour la santé. Pour offrir à tous des conditions de vie plus dignes, il faut permettre l'accès à des services énergétiques abordables, fiables et modernes d'ici 2030.

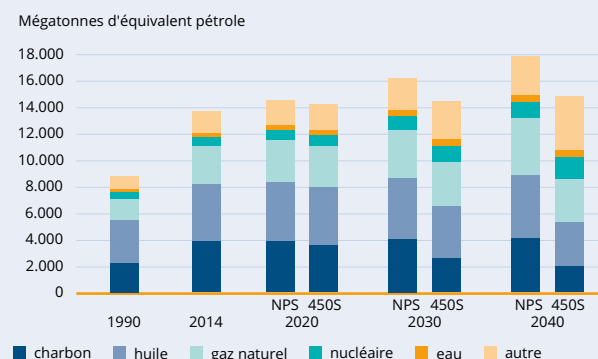
Nous avons besoin d'une énergie plus propre pour protéger la santé et le climat. La part des énergies renouvelables dans la consommation mondiale d'énergie est actuellement d'environ 13 pour cent et n'a pratiquement pas augmenté depuis 1990. Nous voulons donc doubler l'efficacité énergétique jusqu'en 2030 par rapport à aujourd'hui. Cela vaut pour tous les pays du monde.

Nous avons encore beaucoup à faire pour garantir un approvisionnement durable en énergie, même en Allemagne et en Europe.

Cela exige beaucoup plus d'investissements, en particulier en matière de recherche et de développement. En coopérant avec d'autres pays, l'approvisionnement en énergie doit devenir propre et efficace partout dans le monde.

Approvisionnement en énergie primaire

Prévision des parts des différentes sources d'énergie selon les réformes envisagées actuellement et les réformes nécessaires pour atteindre l'objectif des deux degrés



Source: International Energy Agency

L'objectif de deux degrés décrit l'objectif de la politique climatique internationale qui vise à limiter le réchauffement de la planète à moins de deux degrés Celsius par rapport au niveau avant le début de l'industrialisation. Pour y arriver, des efforts de réforme importants sont nécessaires.



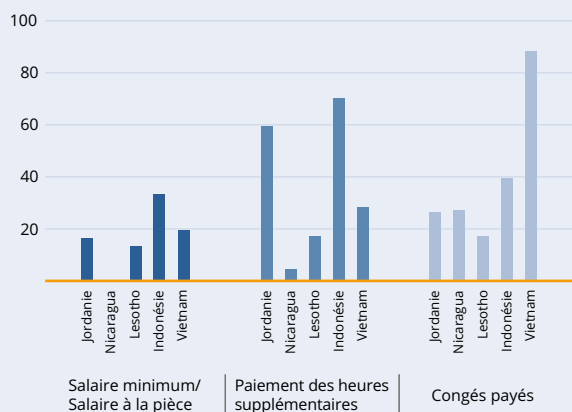
Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

La croissance économique est le principal moteur du développement. Pour qu'elle profite au plus grand nombre, il faut toutefois viser le plein emploi. Tous les membres d'une société pourraient ainsi contribuer à la prospérité de leur pays, sans laisser de plus grands groupes ethniques dans le système social improductif. Car le travail n'est pas seulement un moyen de gagner sa vie, c'est aussi une source de valorisation personnelle.

L'exploitation des opportunités technologiques doit bien sûr continuer, par ex. les innovations en matière d'automatisation, la numérisation et la « smart industrie ». Mais cette évolution doit être socialement acceptable : le travail doit rester décent pour pouvoir garder tout son sens. Les normes sociales jouent donc un rôle particulier. On parle alors d'économie inclusive.

Le plein emploi productif est plus facile à atteindre avec une économie nationale diversifiée, créative et innovante et une orientation vers des secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de travail : la création des processus de production efficaces en matière de ressources et respectueux de l'environnement générerait, d'une part, le plus d'emplois possibles (par ex. dans l'agriculture et le tourisme) et qualifierait, d'autre part, le plus grand nombre de postes (par ex. technologie de pointe). Les groupes défavorisés sur le marché du travail, notamment les femmes, les jeunes et les migrants, ont besoin d'un soutien particulier. Les petites et moyennes entreprises ont ici un rôle très important à jouer. En effet, elles sont le pilier de leurs économies et l'avenir de la haute qualité.

Violations des lois nationales sur les salaires, le paiement des heures supplémentaires et les congés payés



Source : International Labour Organization, Better Work

Au Vietnam, les lois nationales sur les congés payés ne sont pas respectées dans près de 88 % des cas, alors qu'au Nicaragua, cela se produit dans moins de 27 % des cas.



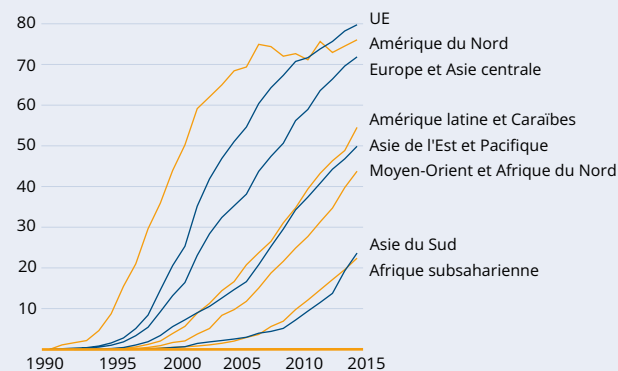
Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Le développement économique est impossible sans des infrastructures fonctionnelles et résilientes pour l'énergie, les transports, l'eau, la finance et la communication. Celles-ci permettent de vivre et travailler décemment, et de produire et vendre des biens. Il convient donc de permettre, si possible, à chacun d'y accéder à des prix abordables. L'État et le marché ont ici un rôle à jouer dans la fourniture du capital nécessaire.

Les zones rurales souffrent surtout des déficits d'infrastructure et se retrouvent donc en retard par rapport à leur potentiel économique. Mais elles peuvent profiter du progrès technologique qui permet aux régions reculées de s'affranchir des démarches infrastructurelles coûteuses et de passer ainsi directement d'une énergie fossile générée de manière centralisée à un approvisionnement décentralisé en énergie renouvelable. Les petites entreprises peuvent accéder aux services financiers sans contraintes administratives via les technologies mobiles.

Les infrastructures sont indispensables pour l'intégration dans les chaînes de création de valeur à l'échelle nationale et internationale, notamment pour en venir à la mondialisation. Pour rendre les économies nationales moins vulnérables, les États peuvent également diversifier leur base industrielle. On parle de développement durable lorsque les processus de production utilisent les ressources de manière efficace et sont plus respectueux de l'environnement. Tout cela exige une promotion de la créativité dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels et des processus de production durables.

Utilisateurs d'Internet dans le monde entier par région, en % de la population totale



Source : International Labour Organization, Better Work

L'UE compte aujourd'hui le plus d'internautes avec 80 % de la population totale, contre seulement 22 % en Afrique subsaharienne.



Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

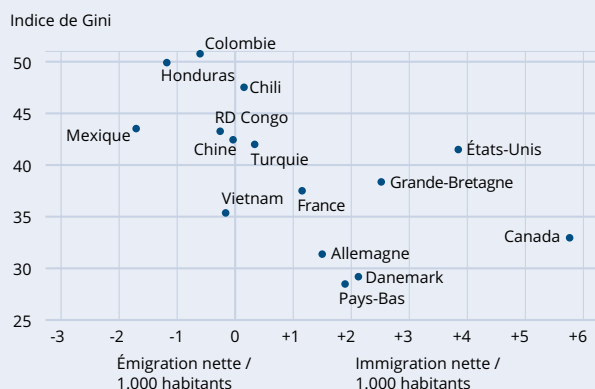
Il ne peut y avoir de société sans inégalités. Mais, si les inégalités sociales sont trop grandes – par ex. si les ménages à faible revenu ne peuvent pas participer efficacement à la vie sociale, politique et culturelle – le problème touche toute la société : le resserrement trop important des perspectives d'avenir des groupes faibles et vulnérables affecte non seulement la cohésion sociale, mais aussi la capacité d'intégration et d'innovation d'une société. En effet, la mobilité sociale représente l'un des principaux moteurs de prospérité pour nos sociétés.

Une forte inégalité entre les pays a également des conséquences négatives : plus il y a de pays en situation de dépendance économique à l'échelle mondiale, plus il y a d'individus qui vont chercher leur bonheur ailleurs. L'inégalité entre les États est la plus grande cause de l'exode. Les pays les moins avancés du monde méritent donc une attention particulière dans la coopération au développement.

Partout dans le monde, on a besoin d'un État actif ayant aussi bien une politique sociale et d'emploi qu'une mission anti-discrimination et une protection active des groupes vulnérables encore incapables de s'aider eux-mêmes (en particulier les pauvres et les enfants). La réduction des inégalités ne doit pas se limiter à l'uniformisation, il faut encourager les compétences, la personnalité et les préférences de chacun. Permettre aux pays en développement de participer davantage aux forums internationaux en fait partie.

Migration volontaire et inégalité

Part de l'immigration / l'émigration nettes dans la population totale et coefficient de Gini



Source : CIA Factbook, Banque mondiale

Le coefficient de Gini montre les inégalités au sein d'un pays : plus la valeur est élevée, plus les inégalités sont importantes. À côté des États-Unis, avec un niveau moyen d'inégalité, et le Canada, les nations européennes sont principalement des pays d'immigration enregistrant des inégalités relativement faibles. Les sociétés inégalitaires sont beaucoup plus touchées par l'émigration.



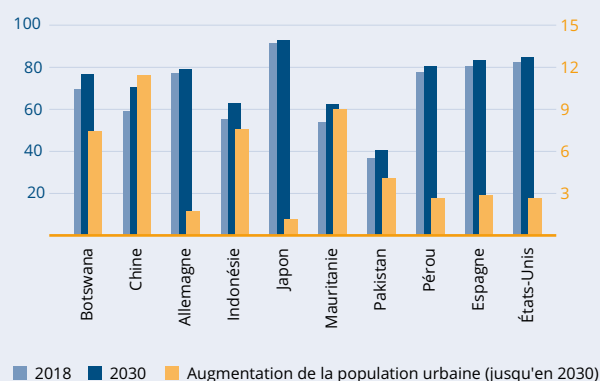
Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

Plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des villes. L'urbanisation continue de la planète s'explique par de bonnes raisons : les villes remplissent un certain nombre de fonctions pour l'arrière-pays, certaines offrent des chances de développement pour l'ensemble du pays. L'accès au travail, à la santé, à la technologie, à l'éducation, à la politique et à la culture y est souvent plus facile que dans les zones rurales. Enfin et surtout, les villes sont des bassins de vie pour des millions de migrants et de réfugiés espérant y trouver un avenir meilleur. De plus en plus de personnes aspirent à vivre en ville.

L'urbanisation engendre de nouveaux problèmes, notamment en termes de sécurité, d'accès à des logements abordables, de transport routier, d'hygiène et de salubrité publique. Les conséquences négatives sur le plan écologique doivent également être prises en compte, par exemple, la dégradation de l'environnement, les émissions de gaz d'échappement et la perte de terres arables. Mais la densité urbaine offre aussi de nombreuses possibilités d'introduction de technologies durables comme le contrôle de la consommation et de la qualité de l'eau, l'utilisation d'ampoules à basse consommation pour l'éclairage public ou encore l'isolation des logements pour réduire les déperditions de chaleur et les émissions de CO₂.

Une bonne planification urbaine et des transports, la protection des espaces verts publics et la modernisation permanente des quartiers d'habitations peuvent rendre les villes plus agréables à vivre, plus inclusives et plus durables. Le renouvellement urbain mondial au nom du développement durable coûte cher. Pourtant, les villes durables sont un investissement pour l'avenir de tous.

Part de la population urbaine et son augmentation en %



Source : UN Department of Economics and Social Affairs

La part de la population urbaine dans la population totale augmentera fortement au cours des 12 prochaines années, surtout en Chine, en Indonésie et au Pakistan ; la même évolution est prévisible en Europe, mais de manière moins marquée.



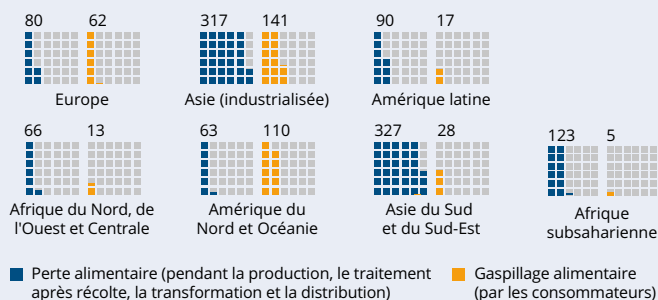
Établir des modes de consommation et de production durables

On assiste déjà à une prise de conscience environnementale incroyable au sein des populations de nombreuses régions en développement, notamment du fait que des millions de personnes subissent injustement la pollution environnementale souvent extrême de leur lieu d'habitation. La volonté d'abandonner les modèles de consommation polluants et non durables est donc nettement plus marquée dans un grand nombre de pays en développement que chez nous. Nous acceptons aujourd'hui encore un mode de production alimentaire qui fait que rien qu'en Allemagne, plus de 135 kilos de nourriture sont jetés par an et par habitant (et ce avec 82 millions de personnes !). Nous sommes aussi clairement en retard dans certains domaines par rapport à notre rôle de pionnier mondial en matière de séparation et de recyclage des déchets.

À côté de nos habitudes de consommation, nous devons également modifier tous les processus de production dans le sens du développement durable. C'est ainsi qu'est née l'idée des chaînes de production et d'approvisionnement durables ! Chaque jeans bon marché a fait environ cinq fois le tour du monde avant de recevoir ses rivets, fermetures éclair, morceaux de tissu et coutures au prix les plus bas pour être proposé à 5,99 euros aux consommateurs allemands, ghanéens ou brésiliens. Il est évident que les travailleurs du monde entier impliqués dans la production de ces jeans recevront dans

le meilleur des cas des salaires de misère, mais certainement pas d'avantages sociaux, tels que les soins de santé et la prévoyance retraite, sans parler du bilan écologique extrêmement négatif de ces méthodes de production ! Avec les nouveaux labels du développement durable, les consommateurs pourront décider eux-mêmes d'opter pour des produits ou marchandises dont les chaînes de production et d'approvisionnement respectent les normes internationales de développement durable.

Pertes de denrées alimentaires et gaspillage alimentaire dans le monde entier, en millions de tonnes



Source : UN Department of Economics and Social Affairs

Partout dans le monde, sauf en Amérique du Nord et en Océanie, la perte alimentaire dans la chaîne d'approvisionnement, c'est-à-dire le fait de jeter des aliments encore comestibles pendant la production, la récolte et le transport, est supérieure à celle des consommateurs. En Afrique, pratiquement aucun aliment n'est jeté par les consommateurs.



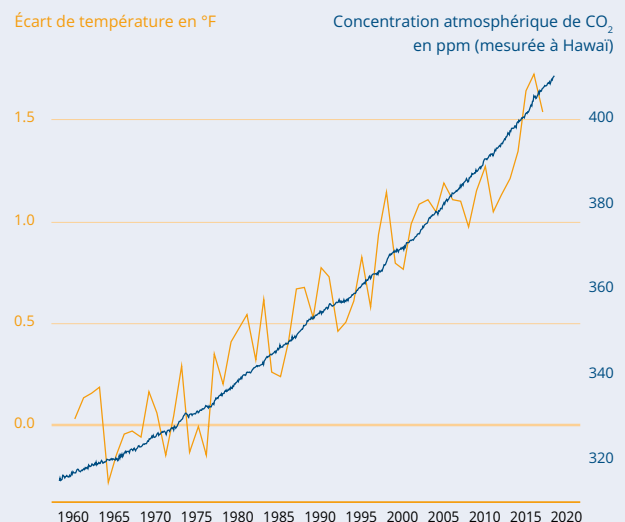
Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Avec un niveau record en 2015, les dix années les plus chaudes depuis le début des relevés de température réguliers en 1880 se sont produites au cours du 21^{ème} siècle. Tout indique une accélération du changement climatique. Si nous continuons ainsi, notre planète se réchauffera tellement au cours des prochaines décennies qu'il sera de plus en plus difficile, voire impossible, de vivre dans bien des régions. Cela nous concerne donc TOUS, directement ou indirectement, à travers des phénomènes météorologiques extrêmes, des catastrophes, crises, guerres et conflits plus fréquents et plus intenses – et des flux migratoires plus importants.

Nous ne devons pas en arriver là. Nous pouvons agir, réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement climatique grâce à des politiques responsables. Plus vite nous agissons, mieux ce sera. Nous ne devons pas pour autant renoncer à une vie décente. Au contraire, nous garantissons notre prospérité et celle des autres – ici et ailleurs, aujourd'hui et à l'avenir. Voilà une solution durable.

Nous n'empêcherons pas complètement le réchauffement climatique. Mais nous pouvons développer des projets et stratégies, et les mettre en œuvre sur le plan politique pour nous protéger des conséquences du changement climatique et éviter des pertes et dommages majeurs. Nous pouvons aussi inciter les populations du monde entier à en faire autant grâce à l'éducation, la sensibilisation et la mise en place de meilleures structures. Cela coûte de l'argent, mais cela profite finalement à tous – bien plus qu'en ne faisant rien !

Corrélation entre la concentration de CO₂ et la hausse de la température



Source : USGCRP, NOAA



Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

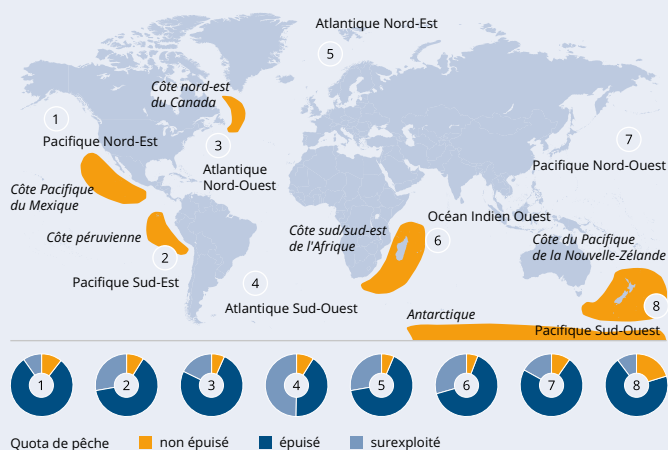
Les océans couvrent environ 70 pour cent de la surface terrestre et abritent des centaines de milliers d'espèces animales et végétales. Ils représentent pour les humains une source de nourriture et d'énergie. Ils produisent 70 pour cent de l'oxygène de la Terre et sont les plus grands puits de carbone. Ils sont à l'origine de la pluie et sont essentiels pour notre climat du fait des différents courants océaniques. Leurs côtes sont également des lieux de vie et de loisirs pour beaucoup d'individus.

Or, l'exploitation humaine des océans devient aujourd'hui pré-occupante. L'équilibre biologique délicat est perturbé. Avec des conséquences fatales : la surpêche a déjà affaibli considérablement les stocks de poissons dans de nombreux endroits. Les sacs en plastique et autres déchets polluent les mers. Et les êtres humains produisent tellement de CO₂ que les océans, ces puits naturels de CO₂, s'acidifient encore et encore. Tout cela menace de nombreuses espèces animales et végétales et nous prend à nous, les êtres humains, un moyen de subsistance important.

À cause du changement climatique, le niveau de la mer augmente et menace les espaces de vie et de culture, et ainsi la vie de millions d'individus. Le réchauffement climatique modifie aussi la température de la mer et donc les courants marins si importants pour le climat. Cela se traduit par une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes. Il est donc grand temps de protéger davantage les océans, par ex. en éliminant les subventions qui favorisent la surpêche, en réduisant nos déchets, en améliorant les réseaux de la recherche marine et en protégeant les zones côtières.

Surpêche mondiale

■ "Points chauds" de la surpêche



Source : World Ocean Review, University of British Columbia

La majorité des stocks de poisson sont épuisés ou surexploités dans toutes les zones de pêche mondiales. La situation est particulièrement grave dans les « points chauds » de la surpêche présentés ici.



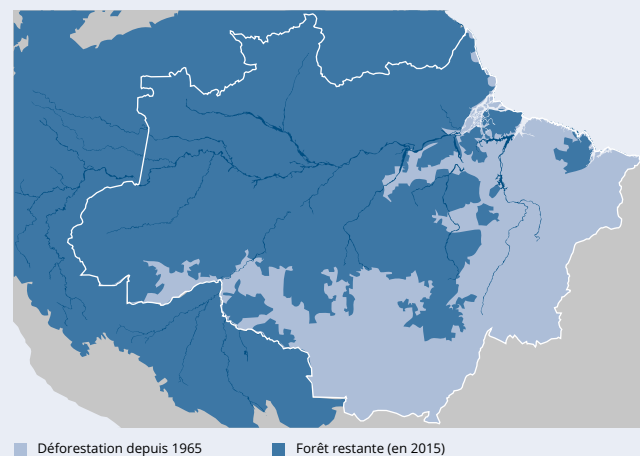
Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable

Nos moyens de subsistance sont étroitement liés à la richesse de la faune et de la flore. Si nous la détruisons en intervenant aveuglément dans les différents écosystèmes, c'est notre vie qui est en jeu. La population mondiale augmente rapidement. Pour pouvoir nourrir tout le monde à l'avenir, nous avons besoin de suffisamment de terres agricoles. L'agriculture est le plus important pilier économique dans nombreux pays en développement. Mais des terres agricoles du monde entier se retrouvent englouties chaque année par l'agriculture non durable. Les déserts s'étendent, dynamisés en plus par le changement climatique.

Les forêts sont tout aussi importantes pour notre survie. Elles couvrent 30 pour cent des terres émergées de la planète et constituent l'habitat naturel d'environ 80 pour cent de l'ensemble des espèces végétales et animales. Les forêts fournissent d'importantes réserves d'eau douce ; elles purifient l'air et jouent un rôle central dans la lutte contre le réchauffement climatique par leur capacité d'absorption du CO₂. L'utilité médicinale d'un grand nombre de plantes poussant dans les forêts tropicales est encore à découvrir.

Il est donc urgent de trouver comment arrêter la déforestation, de reboiser les forêts et de les exploiter de façon durable. Mais nous devons aussi protéger les autres habitats pour préserver la biodiversité : les marais, les steppes et les montagnes.

Déclin du couvert forestier dans la région amazonienne



Source : Council on Foreign Relations

Au cours des 50 dernières années, l'Amazonie brésilienne a perdu environ un cinquième de son couvert forestier du fait de la déforestation.



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable

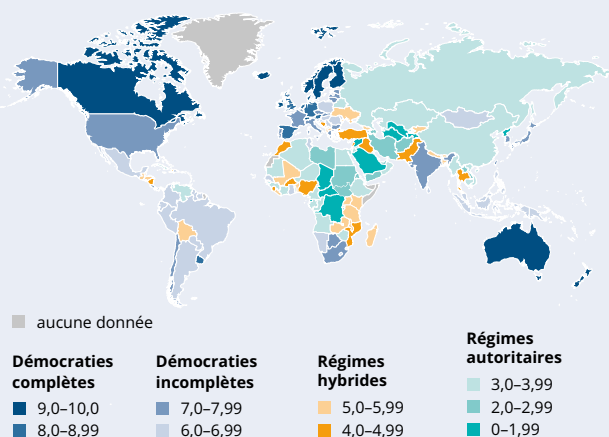
Cet objectif, représentant aussi une partie volumineuse des propositions, définit les exigences et conditions politiques requises pour permettre d'atteindre le développement durable. En d'autres termes, il s'agit de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la sécurité juridique de tous les citoyens.

De nombreux exemples montrent le développement de sociétés stables, pacifiques et libres dans des conditions démocratiques et dans le respect de l'État de droit. La lutte systématique contre la corruption et la lutte contre le crime organisé jouent ici un rôle tout aussi important que, par ex., la mise en place de systèmes fiscaux nationaux et internationaux équitables. De plus, les États démocratiques n'entrent généralement pas en guerre les uns contre les autres et font plus rarement l'objet de guerres civiles et de conflits internes que les États autoritaires et les systèmes oppressifs. Selon les estimations de l'ONU, environ 65 millions de personnes sont actuellement en fuite, qu'il s'agisse de réfugiés ou de personnes déplacées.

La plupart d'entre eux ont trouvé un accueil dans des camps de réfugiés souvent démesurés, les autres sont des réfugiés internationaux entreprenant des voyages longs et dangereux pour se protéger du traitement arbitraire et de la persécution.

Ils témoignent tous de l'importance de notre engagement et de notre attachement constant à la démocratie, à l'état de droit et à la bonne gouvernance à travers le monde – c'est d'ailleurs la mission principale de l'action internationale des fondations politiques allemandes telles que la Konrad-Adenauer-Stiftung.

Indice démographique 2017



Source : The Economist Intelligence Unit.



Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

Si nous souhaitons atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 et relever les défis mondiaux de quelque manière que ce soit, tous les acteurs doivent coopérer les uns avec les autres. Ce Partenariat mondial comprend tout le monde : toutes les institutions supranationales (ONU, UE), tous les pays, y compris leurs gouvernements et leurs citoyens, tous les niveaux de l'État, qu'il s'agisse du pays, de la région, de la ville, du village ou du quartier, tout le secteur privé, de la petite entreprise à la multinationale, mais aussi les médias, la société civile organisée (associations, fédérations, syndicats, partis), la famille et enfin chacun d'entre nous. Nous devons tous contribuer à la hauteur de nos capacités et de nos compétences. Pour savoir comment procéder, retrouvez la partie centrale de ce feuillet d'information.

Pour donner une signification concrète à ce Partenariat mondial, les créateurs de l'Agenda 2030 ont inclus différentes problématiques dans leur objectif : la question importante du mode de financement des mesures pour atteindre les objectifs (par ex. par le biais de systèmes fiscaux équitables), tous les aspects du transfert technologique, en particulier les technologies environnementales propres et les technologies d'énergie renouvelable, la mise à disposition globale des connaissances, des compétences et des processus d'éducation pour tous, la conception équitable et ouverte du système commercial international et, enfin, toutes les questions sur la collecte des données ainsi que sur le suivi et l'évaluation de l'ensemble du processus de l'Agenda se trouvent dans les sous-objectifs de l'ODD 17 définissant les principes importants du cadre de l'Agenda 2030.



L'Agenda 2030 comme Traité sur l'avenir du monde

L'Agenda 2030 pour le développement durable présente le consensus ambitieux sur le développement décidé par la communauté internationale. Il a été développé sous l'égide des Nations Unies à New York dans le cadre d'un processus participatif sans précédent mené par les gouvernements, les sociétés civiles et un accompagnement scientifique. L'Agenda 2030 peut donc être considéré comme la « Constitution internationale pour le développement durable » ou encore le « Traité sur l'avenir du monde ».

L'Agenda 2030 s'appuie sur de nombreux travaux préparatoires dans le système des Nations Unies, notamment le programme d'actions politiques en matière de développement et d'environnement de l'Agenda 21 de 1992, les principes généraux adoptés lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro de la même année ainsi que les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement de 2000, les précurseurs des Objectifs de Développement Durable. L'Agenda 2030 concrétise les trois dimensions – écologique, économique et sociale – du développement durable.

Il répond aussi à la question de la gestion institutionnelle de l'atteinte des objectifs, autrement dit, de la « gouvernance » de ce nouveau thème général de « développement durable ». Le « Forum politique de haut niveau pour le développement durable » a ainsi créé un processus structuré pour le suivi régulier de la réalisation des objectifs. L'Allemagne a été l'un des premiers pays à s'y être présenté et à s'être montré autocritique par rapport à ses déficits de développement. Un autre élément clé de l'Agenda 2030 est le financement du développement : les moyens nécessaires à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable ont été mis à disposition à Addis-Abeba avant même l'adoption de l'Agenda 2030.

L'Agenda 2030 oblige les 192 États signataires à subir une transformation globale et profonde dans tous les domaines de la vie pour réussir. Nous devons travailler sur tous les objectifs de l'Agenda en même temps. Tout le monde peut faire quelque chose. La transition vers le développement durable rendra notre monde meilleur pour tout le monde. Le développement durable a un prix. C'est toutefois un investissement dans l'avenir de notre planète et dans celui de nos sociétés et de nos enfants.



Prendre des responsabilités par ses choix de consommation :

Chacun de nous est un consommateur pouvant prendre des responsabilités à travers ses décisions d'achat sur le marché. En termes de développement durable, cela peut, par exemple, se traduire par l'achat de produits locaux ou de produits commercialisés équitablement. Les décisions d'achat en connaissance de cause permettent également d'améliorer les conditions de travail sur les sites de production et de réduire les émissions de CO₂ liées à la production et au transport. En d'autres termes, le consommateur a généralement un pouvoir de contrôle sur le marché. La sensibilisation des consommateurs peut y contribuer. La garantie d'une plus grande transparence sur les processus de production complexes de notre économie hautement mondialisée est aussi importante. Les labels de qualité, comme le nouveau label textile du gouvernement fédéral allemand, sont très utiles ici et devraient être exigés et contrôlés par l'État et la société.

Trouver ce qu'il y a de grand dans les petites choses :

Chacun de nous peut assumer ses responsabilités envers notre planète par l'accomplissement de « petites tâches ». Tout le monde peut faire quelque chose. Les possibilités sont nombreuses : les exemples du quotidien sont le tri des déchets, la prévention du gaspillage, l'isolation du logement, le passage aux énergies renouvelables, l'alimentation saine, le choix du train plutôt que de l'avion ou l'utilisation de la voiture seulement en cas de nécessité. Voilà comment mettre en œuvre concrètement le concept abstrait du développement durable. Nous ne devons pas renoncer complètement à notre confort et à notre style de vie. Mais le développement durable exige un changement culturel.

Exiger partout le développement durable :

Chacun de nous peut exiger le développement durable dans de nombreuses situations et permettre un changement des mentalités. Les sujets tels que la consommation équitable, les travailleurs temporaires ou le contrôle de la pollution de manière générale sont également intéressants pour notre environnement immédiat : famille, cercle d'amis, travail, école, bénévolat, église, sport. L'engagement politique est, bien sûr, une autre possibilité. Nous pouvons et devons tous rappeler aux politiciens des niveaux fédéral, national et local leur responsabilité pour la planète et les générations futures. Nous pouvons améliorer quelque chose partout – même sans l'intervention de l'État.

**La protection de l'environnement commence par de petits gestes :**

Les municipalités ont souvent plus de marge de manœuvre que l'on croit. Nous devons tous comprendre que les objectifs de développement durable ne sont possibles que s'ils sont mis en œuvre localement. Les municipalités sont en effet placées en première ligne de la transition pour le développement durable. Ces responsabilités doivent être claires pour les acteurs de la vie politique locale. Ne permettre aucun relâchement des normes environnementales et sociales dans la commune serait un bon début, même si d'autres intérêts peuvent s'y opposer. Les marchés publics devraient toujours être attribués dans le respect des principes du développement durable.

Éducation au développement durable également dans les municipalités :

Les municipalités devraient considérer l'éducation au développement durable, complémentaire à celle de l'État et du gouvernement fédéral, comme une mission locale et la promouvoir. Les communes atteignent souvent la population plus directement que les campagnes publicitaires et événements de sensibilisation des niveaux gouvernementaux plus élevés et plus éloignés. Les moyens existants tels que les conseils consultatifs sur le développement durable – par ex. l'Agenda 21 pour rendre les actions municipales plus durables – ou les promoteurs subventionnés par le gouvernement fédéral pour le développement durable et son éducation devraient être pleinement exploités par les municipalités pour intégrer les objectifs de développement durable dans le programme politique et social. Les informations doivent être transmises directement à la population : dans les crèches et les écoles, les services publics et les collectivités locales.

Les municipalités comme laboratoires d'idées :

Les initiatives en faveur du développement durable peuvent être définies et mises en œuvre plus facilement au niveau local qu'à l'échelon politique supérieur. En effet, les citoyens locaux sont directement touchés et donc plus faciles à engager dans la vie politique. Les citoyens peuvent également mieux intégrer leurs idées personnelles, notamment du fait de la proximité de la mairie par rapport au cabinet du premier ministre. En traitant la politique, l'économie et la société civile sur un pied d'égalité, les municipalités peuvent identifier ensemble les objectifs de développement durable à mettre en œuvre en priorité et les moyens de contribuer concrètement à cette mise en œuvre par les différents groupes. Dans les initiatives pour le développement durable, comme les concepts de transport ou le circuit économique de recyclage, une municipalité peut tester de nouvelles idées ou apprendre des communes voisines sans contraintes administratives. Les municipalités sont au plus près de notre réalité.

Poursuivre la stratégie nationale de développement durable :

Sur le plan interne, la stratégie de développement durable est le principal document d'orientation du gouvernement fédéral allemand abordant la transition vers le développement durable. Elle sert à coordonner l'action gouvernementale de tous les ministères fédéraux et à s'engager dans l'atteinte de l'objectif commun de développement durable. Elle est, en quelque sorte, le « Livre blanc de la politique de développement durable ». La stratégie nationale de développement durable de l'Allemagne a été mise à jour pour la dernière fois en 2016/2017 et mise en conformité avec les objectifs de l'Agenda 2030. Mais cela ne suffit pas : pour ancrer « durablement » le développement durable comme une préoccupation transversale dans tous les domaines politiques et à tous les échelons, la stratégie doit impliquer de plus en plus d'acteurs à tous les niveaux et être actualisée en conséquence. Elle doit se développer au profit de tous.

Impliquer un public intéressé et informé :

Le développement durable nous concerne tous. Nous devons donc tous travailler ensemble à sa réalisation. Pour que la transition vers le développement durable ne soit pas un projet d'élite, la société civile doit être active et intégrée. Cela vaut aussi pour les organisations non gouvernementales tout comme les églises et groupes religieux, qui peuvent tous être de précieux partenaires dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable. L'Agenda 2030 est d'une importance fondamentale pour le secteur privé, ses perspectives appartiennent donc également à ce marché des idées.

La science doit aussi apporter une contribution importante par la recherche, l'information et le conseil. Orienter cette diversité de personnes intéressées et concernées d'une société civile vers un objectif commun, tel est le fondement de l'approche dite plurilatérale.

Vérifier les marchés publics dans la Fédération et les Länder :

L'État est l'un des principaux acteurs du marché. Grâce au financement par les impôts, il achète des marchandises et charge des tiers de fournir les services dont il a besoin pour remplir ses nombreuses responsabilités. Du fait de la nature publique de ses revenus et de ses dépenses, on peut donc exiger que ces fonds soient utilisés aussi durablement que possible. Car le développement durable est d'intérêt général. L'État joue un rôle important de modèle sur le marché, il peut soutenir les produits durables de manière ciblée. Les règles en matière de marchés publics doivent donc non seulement prendre en compte la rentabilité, mais aussi la durabilité lors des passations de commandes.

**Plus de cohérence dans l'action extérieure :**

La transition vers le développement durable ne se limite pas seulement à la politique de développement. De nombreux thèmes de l'Agenda 2030 concernent aussi les domaines traditionnels de la politique étrangère et de la politique de sécurité. La sécurité d'approvisionnement en énergie, en eau ou en denrées alimentaires est notamment formulée dans différents Objectifs de Développement Durable ou encore dans le Partenariat mondial de l'Objectif 17. C'est pourquoi nous devons rechercher, parallèlement à une meilleure coordination des politiques nationales, plus de cohérence dans les actions extérieures pour définir des mesures incitatives, les moins contradictoires possibles, ne compromettant pas la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030. L'Agenda comprend déjà des objectifs contradictoires. Un tel équilibre est donc difficile à atteindre. Il serait judicieux d'ajuster les exigences de l'Agenda 2030, notamment dans la promotion du commerce extérieur ou les subventions agricoles.

S'assurer de nos forces :

L'Allemagne est déjà l'un des acteurs les plus importants et les plus renommés de la politique de développement mondial. La République Fédérale d'Allemagne est l'un des principaux donateurs dans la coopération bilatérale au développement et l'un des plus grands contributeurs aux différents fonds et programmes spéciaux des Nations Unies. Mais nous sommes aussi forts en termes de coopération technique et financière – même pour la mise en œuvre de projets concrets de soutien dans les pays partenaires. Pour la transition énergétique, la politique environnementale, la recherche sur le développement durable et la recherche scientifique sur le climat, l'Allemagne contribue aussi à la réalisation de l'Agenda 2030, notamment avec l'engagement mondial, à la promotion d'une bonne gouvernance et au respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

Transformer les organismes d'exécution en agences de développement durable :

L'Allemagne a un grand nombre d'organismes d'exécution publics en charge de l'application concrète de la politique de développement. Le plus connu est l'Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ), qui mène des projets de consultation dans le monde entier, forme du personnel à l'échelle nationale et internationale et fournit des services dans les pays partenaires. Les fondations politiques ne sont pas d'organismes d'exécution publics. Comme bénéficiaires des moyens publics elles font partie de la politique de développement, notamment en aidant à professionnaliser les parlements et les partis politiques ou en offrant des conseils et échanges dans les domaines politiques pertinents en termes de développement. L'institution allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) opère, quant à elle, à l'étranger dans son rôle de Banque de Crédit pour Reconstruction. Toutes ces organisations se considèrent, de plus en plus, comme des « agences de développement durable », car elles ont finalement donné naissance à l'Agenda 2030 dans les pays moins développés – et aussi en Allemagne.

Ne pas abandonner son rôle d'avant-garde :

L'Allemagne doit développer davantage son rôle de modèle international afin de donner à l'Agenda 2030 une réelle chance d'impact. Concrètement, cela implique de continuer à utiliser intensément la commission de contrôle de l'Agenda 2030, le « Forum politique de haut niveau ». L'Allemagne y a été le premier pays donateur à faire un rapport autocritique sur sa transition vers le développement durable et à identifier le besoin de prendre des mesures essentielles dans certains domaines. Cela a fait une forte impression au niveau international. Les forces et les faiblesses de l'Allemagne devraient continuer à être visibles et à inciter d'autres pays industrialisés à accomplir des efforts similaires. Nous devrions également nous engager dans un partenariat actif avec les pays émergents comme le Mexique ou le Maroc, où nous pouvons apprendre les uns des autres.

Lancer l'opération de mise en œuvre pour l'Agenda 2030 :

La composition et l'adoption de l'Agenda 2030 n'ont marqué que le début d'un processus long et complexe, devant aboutir à la transformation durable de nos sociétés. Il est donc essentiel de disposer d'une base de données fiable pour mesurer les réussites et les échecs accomplis. L'Allemagne devrait lancer une opération de mise en œuvre, à l'échelle mondiale, pour aider les autres pays à mieux évaluer leurs conditions-cadres d'application des ODD. Car chaque pays du monde et chaque objectif de développement ne possèdent pas toujours de bonnes données statistiques. L'Allemagne pourrait ainsi devenir un « facilitateur », c'est-à-dire, une aide à l'exécution de l'Agenda 2030.

Ancrer le développement durable également sur d'autres forums :

Pour être parfaitement efficace, l'Agenda 2030 doit guider le plus de forums de gouvernance mondiale possibles dans leurs actions. Autrement, les États membres pourraient agir de manière contradictoire et incohérente, compromettant la poursuite des Objectifs de Développement Durable. En présidant des forums importants, tels que le G7 à Elmau ou le G20 à Hambourg, l'Allemagne a réussi à ancrer ses Objectifs de Développement Durable au cours des dernières années. Nous devrions poursuivre courageusement nos actions dans cette voie et essayer de rallier d'autres forums en dehors des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. L'OCDE pourrait notamment servir d'incubateur pour des solutions dans le domaine du développement durable. Le point de référence pourrait être la fourniture de biens publics mondiaux tels que les soins de santé ou le principe de liberté des mers, propices au « bien commun mondial ».

**Continuer à prendre des responsabilités :**

Prendre des responsabilités signifie d'abord fournir toujours plus de moyens avant d'atteindre l'objectif convenu au niveau international, celui d'investir 0,7 pour cent de notre produit intérieur brut dans la coopération au développement. Mais c'est aussi apporter de nouvelles idées et démontrer un engagement continu au sein des Nations Unies – notamment dans les nombreux groupements et fonds spéciaux qui sont particulièrement importants pour atteindre les objectifs de développement durable. Cela devrait inclure une participation accrue aux missions de maintien de la paix des Nations Unies pour y placer les bases du développement durable inexistantes aujourd'hui. La voix allemande est entendue aux Nations Unies, mais elle y est également demandée.

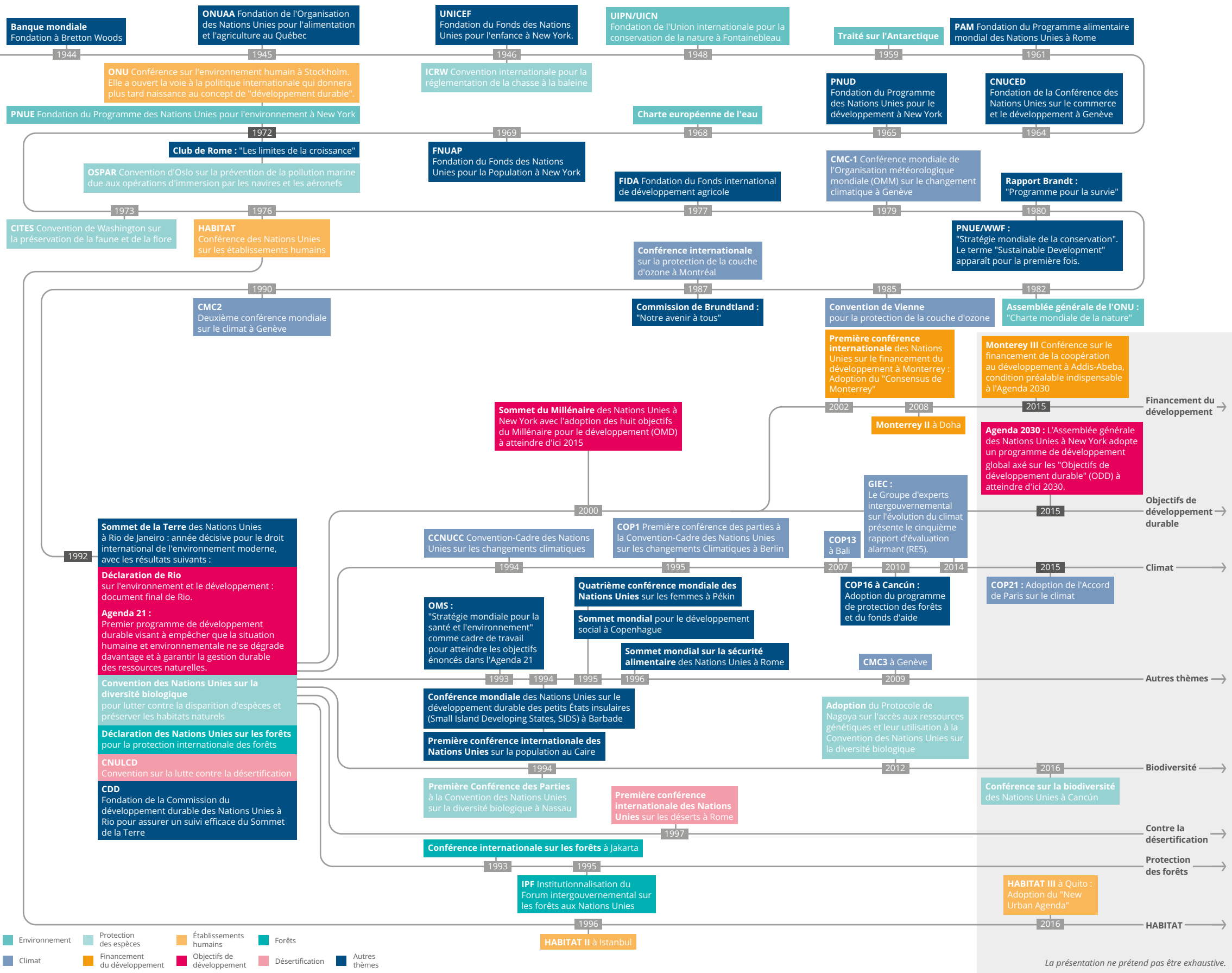
L'engagement en faveur du libre-échange comme principal moteur du développement :

Sans une autre libéralisation des échanges, les chances de transformer durablement les différentes sociétés du monde sont nettement moins bonnes qu'avec de nouveaux accords de libre-échange. En l'absence de croissance, les États ont moins de fonds propres à investir dans cette transformation. Une longue période de fléchissement renforce, par ailleurs, les tendances protectionnistes dans ces pays, ce qui a également un impact négatif sur la coopération internationale. Nous devrions donc nous engager davantage en faveur du commerce libre et équitable au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce et au niveau intergouvernemental. Pour cela, nous devrions continuer à accorder aux pays les moins développés un accès privilégié au marché. En retour, nous devrions par contre demander la contribution et le partage des responsabilités par tous les États pour exécuter l'Agenda 2030.

Créer des partenariats responsables avec les pays les moins développés :

L'Allemagne devrait plus se considérer comme le défenseur des pays en développement. Cette forme de solidarité nécessite toutefois des partenariats équilibrés, où tous les intervenants ont des obligations et contribuent en conséquence. Nous devrions surtout permettre aux pays émergents de participer davantage à la gestion économique mondiale. Cela renforcerait notre modèle de gouvernance libéral occidental et ses institutions, qui ont atteint un niveau de prospérité sans précédent dans le monde. Cette participation doit cependant aller de pair avec la prise de nouvelles responsabilités : les pays émergents doivent faire davantage pour la grande transformation vers un modèle plus durable. Nous pouvons soutenir cet engagement avec des partenariats stratégiques de développement durable et avec la modification des partenariats stratégiques existants.





La présentation ne prétend pas être exhaustive.